Réponse du Conseil administratif à question écrite du 5 octobre 2022 de M. Pascal Holenweg et M^{me} Florence Kraft-Babel: «Quand des fonds propres indispensables péjorent des subventions tout aussi indispensables».

TEXTE DE LA QUESTION

L'article 11 c) du règlement régissant les conditions d'octroi des subventions municipales prescrit qu'en principe, lorsqu'au terme d'un exercice budgétaire, les fonds disponibles d'un bénéficiaire de subvention municipale représentent plus de trois mois de ses dépenses, il doit restituer ce surplus à la Ville, ce qui, mécaniquement, réduit l'apport financier de la Ville et donc celui de la subvention.

Si nous comprenons fort bien qu'il s'agit, en bonne gestion, d'éviter que des bénéficiaires de subventions ne capitalisent une partie d'une année sur l'autre, et que ces subventions ne les enrichissent plutôt que de les aider à fonctionner, nous constatons aussi que, particulièrement dans le domaine de la culture, cette disposition peut poser problème, si elle est appliquée aveuglément.

Ainsi, pour prendre un exemple donné récemment à la commission des arts et de la culture, une fondation produisant des concerts de musique classique dans un bâtiment emblématique de la Ville et de son histoire a dû restituer à la Ville, en trois ans, une somme supérieure à la subvention annuelle que la Ville lui accorde.

Or cette fondation a besoin de fonds propres, c'est-à-dire de réserves, pour lui permettre d'engager des musiciens pour des concerts prévus plus tard que le terme de l'exercice budgétaire. Si l'existence de ces fonds propres, indispensables à sa programmation, devait entraîner systématiquement des restitutions les réduisant, elle ne pourrait plus couvrir les dépenses liées aux cachets des artistes. Et nous n'avons aucune certitude que ce cas soit isolé.

Le Conseil administratif peut-il s'assurer que la disposition de l'art. 11 c) du règlement municipal, dans le cas précité comme dans d'autres, ne soit pas appliquée aveuglément, et, le cas échéant, modifier le règlement de telle manière que des subventionnés dont l'activité nécessite des fonds propres de réserve dépassant la limite réglementaire ne soient pas financièrement sanctionnés, au risque de les contraindre à réduire, en qualité ou en quantité, leur offre à la population?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Cadre réglementaire

Comme indiqué dans la question écrite QE-669, l'article 11, al. 1, lettre c) du règlement régissant les conditions d'octroi des subventions municipales (LC 21 195) indique que «le Conseil administratif ou le ou la magistrat-e délégué-e peut demander la restitution de tout ou partie d'une subvention monétaire (...) notamment si (...) au terme d'un exercice, les fonds disponibles d'un-e bénéficiaire d'une subvention monétaire représentent plus de 3 mois de ses dépenses».

Lors des contrôles annuels effectués par les services gestionnaires des subventions, une analyse approfondie des états financiers des entités est effectuée; les éléments probants quant à l'utilisation conforme de la subvention sont vérifiés. Dans les cas où une restitution peut être demandée, conformément à l'article 11 du règlement LC 21 195, des contacts sont pris avec les entités concernées pour discuter de leur situation financière, des évolutions souhaitées et des modalités de restitution, cas échéant. Ces situations sont donc dûment anticipées pour ne pas mettre en difficulté, même temporairement, une entité ayant reçu une subvention de la Ville de Genève. Le dossier est transmis au magistrat ou à la magistrate délégué-e, qui décide de demander ou non la restitution. La décision se prend en considération de l'importance du montant à récupérer ou sur la base d'informations identifiées lors de l'examen du dossier. Il n'y a jamais d'application «aveugle» du règlement, chaque situation est étudiée.

Une révision du règlement LC 21 195 est engagée, notamment afin d'évaluer la possibilité de permettre, dans le cadre de conventions pluriannuelles, la conservation d'une partie des bénéfices éventuels – à l'instar des dispositions prévues dans les conventions établies lors de co-subventionnements avec le Canton de Genève.

Situation particulière de la fondation citée en exemple

La situation de la fondation citée dans la question a été présentée à la commission des arts et de la culture par le département de la culture et de la transition numérique (DCTN) lors de l'audition du 26 septembre 2022 consacrée au projet de budget 2023. Il s'agit de la fondation des Concerts de la Cathédrale, qui est subventionnée par la Ville de Genève depuis 1996.

Le montant de cette subvention, même s'il peut varier selon les années, est relativement stable, ce qui permet à la fondation de se projeter dans son activité de programmation sereinement. En 2022, la fondation a reçu une subvention de 33 000 francs.

Fin 2019, les fonds propres de la fondation dépassaient de 18 640 francs le seuil de trois mois de dépenses. La fondation a restitué ce montant en 2020.

Fin 2020, les fonds propres de la fondation dépassaient de 14 720 francs le seuil de trois mois de dépenses. En cette année particulière, le DCTN a fait preuve de souplesse et n'a pas demandé la restitution de ce montant.

Fin 2021, les fonds propres de la fondation dépassaient de 5445 francs le seuil de trois mois de dépenses. Le DCTN a adressé une demande de restitution de ce montant à la fondation en août 2022.

Le montant des fonds propres tend donc à diminuer et à se rapprocher du seuil prévu par le règlement LC 21 195. Fin 2019, les fonds propres se montaient à 43 214 francs. Fin 2021, ils se montaient à 33 239 francs, pour un total de charges de 111 178 francs.

Conclusion

La fondation des Concerts de la Cathédrale fait figure d'exception. En effet, rares sont les entités subventionnées à disposer de fonds propres importants. Les restitutions demandées à la fondation ont été discutées et anticipées pour ne pas préjudicier son fonctionnement. C'est ainsi par exemple que le DCTN n'a pas demandé de restitution pour l'année 2020. Par ailleurs, les restitutions annuelles n'ont jamais dépassé le montant de la subvention octroyée chaque année.

Le règlement régissant les conditions d'octroi des subventions municipales (LC 21 195) permet déjà une application circonstanciée des modalités de restitution des subventions. Il est en cours d'examen, notamment sur le volet des mécanismes de restitution, afin de prendre en compte les situations de fonds propres importants et nécessaires aux organismes subventionnés, par exemple les organisations non gouvernementales (ONG) internationales humanitaires.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Gionata Piero Buzzini

Le conseiller administratif:
Sami Kanaan